

Sur la situation socio-politique en RDC

La position de l'Église catholique

Les médias internationaux ont alerté sur la grave dégradation de la situation socio-politique en République Démocratique du Congo. Cette note a pour finalité d'informer sur les origines de cette crise majeure.

Le 31 décembre 2016 avait été signé au Centre Interdiocésain de Kinshasa, sous les bons offices de la Conférence épiscopale Nationale du Congo (CENCO), un accord politique « global et inclusif » censé trouver une issue à la crise traversée par le pays.

Cet accord dit « de la Saint-Sylvestre » prévoyait, entre autres, que le Président sortant, Joseph Kabila, dont le second et dernier mandat prenait fin le 19 novembre 2016, reste en place jusqu'à la tenue des élections au plus tard le 31 décembre 2017 (cf. point III.1.2 et IV, 2 de l'accord)

Or, le pouvoir en place n'a manifesté aucune volonté de respecter cet accord. Jusqu'aujourd'hui, aucune décrispation politique, aucun retour des exilés politiques, etc... Rappelons aussi la mort du Président du Rassemblement de l'opposition, Mr. Étienne Tshisekedi, le 2 février 2017 à Bruxelles. Les élections n'ont pas toujours pas eu lieu.

Devant une telle situation, les évêques de la CENCO avaient réagi une première fois par le texte du 23 juin 2017 *“Le Pays va très mal. Debout, Congolais !”*. De son côté, le pape François avait invité à prier pour la paix en RDC le 23 novembre 2017.

Dans leur assemblée plénière extraordinaire de la CENCO du 22 au 24 novembre 2017, les évêques avaient adressé un nouveau message *« Le Peuple congolais crie sa souffrance. Allons vite aux élections »*.

Un Comité Laïc de Coordination, CLC, de l'Église Catholique, s'est senti civiquement concerné. Il a alors appelé à une marche pacifique du 31 décembre 2017 après la messe de 9h. Policiers et militaires ont tiré à balle réelle sur des chrétiens ne marchant qu'avec leurs chapelets, bibles, rameaux et cantiques religieux. D'autres ont été dispersés par des tirs de gaz lacrymogènes en pleine célébration eucharistique. D'autres encore ont été empêchés d'entrer dans les églises. Un bilan provisoire fait état au moins d'une quarantaine de morts.

Le 2 janvier 2018, l'archevêque de Kinshasa le Cardinal Laurent Monsengwo a déclaré dans un point de presse : *« Il est temps que la vérité l'emporte sur le mensonge systémique, que les médiocres dégagent et que règnent la paix, la justice en RD Congo [...] Comment ferons-nous confiance à des dirigeants incapables de protéger la population, de garantir la paix, la justice, l'amour du peuple ? Comment ferons-nous confiance à des dirigeants qui bafouent la liberté religieuse du peuple, liberté religieuse qui est le fondement de toutes les libertés ? »*.

La CENCO a appuyé cette condamnation de cette violence, de même que la nonciature à Kinshasa : *« la Nonciature Apostolique a le devoir de rappeler à l'opinion publique congolaise que le Code de Droit Canonique (la loi fondamentale de l'Église Catholique) garantit à chaque baptisé catholique de se constituer en association et de promouvoir des initiatives qui soient en harmonie avec la mission de l'Église [...]il est de la compétence de l'autorité ecclésiastique du lieu de résidence des*

fidèles d'être attentifs à ce que l'activité des fidèles et de leurs associations reste conforme à la Foi et à la Doctrine de l'Église ».

Sans tarder, le Comité Laïc de Coordination a annoncé une nouvelle marche le 21 Janvier 2018. Celle-ci s'est soldée par de nouvelles violences meurtrières et cette fois-ci au moins une dizaine de morts.

Le 15 janvier, la CENCO avait pourtant rappelé que la mission de l'Église est « *d'être au service de la population congolaise en vue du respect des droits de l'homme et de la dignité humaine indispensable à son bien-être et à son développement intégral* » en concluant « *nous demandons au peuple congolais de ne pas se laisser influencer par cette campagne dont les auteurs ignorent superbement sa souffrance. Nous l'invitons à demeurer debout et vigilant, à prendre son destin en main et à barrer pacifiquement la route à toute tentative de confiscation ou de prise de pouvoir par des voies non démocratiques et anticonstitutionnelles* ».

De son côté, dans un culte en mémoire du feu Président Laurent Kabila, le 16 Janvier, le Pasteur Révérend François David Ekofo de l'Église du Christ au Congo (ECC) a déclaré devant les hauts cadres du pouvoir et la famille de Kabila ainsi que les diplomates présents que « *nous devons laisser à nos enfants un État qui existe réellement, parce que j'ai l'impression que l'État n'existe pas au Congo. Nous sommes en situation de non-État. La justice ne fonctionne pas* » La coordination des Laïcs Protestants (COLPRO) avait aussi appelé à rejoindre la marche du CLC du dimanche 21 janvier.

Depuis le Pérou, le Pape François, inquiet par les nouvelles alarmantes du Congo, a demandé aux autorités et à tous responsables de faire le maximum possible et faire des efforts pour le Bien commun.

Nous ne pouvons que dénoncer ces violations des droits de l'homme au Congo et appeler, avec la communauté internationale, au respect des accords de la saint Sylvestre, en refusant toute implication politique ou économique de la France dans la dérive autocratique et militariste du régime du président Kabila.

Académie catholique du Val de Seine
25 janvier 2018